

PROCOLE N° 17.

SÉANCE DU 15 JANVIER 1887.

La Conférence s'est réunie à 2 heures de l'après-midi sous la présidence du Comte Inouyé.

Etaient présents:

- Pour le Japon:
Le Comte Inouyé et M. Aoki;
Pour la France:
M. Sienkiewicz;
Pour l'Autriche-Hongrie:
Le Comte Charles Zaluski;
Pour la Grande-Bretagne:
Sir Francis R. Plunkett et M. Hannen;
Pour l'Italie:
M. de Martino;
Pour la Belgique:
M. Neyt;
Pour les Etats-Unis d'Amérique:
M. Hubbard;
Pour l'Allemagne:
M. von Holleben et M. Zappe;
Pour la Russie:
M. Schévitch;
Pour les Pays-Bas, pour la Suède et Norvège, et pour le Danemark:
M. van der Pot;
Pour l'Espagne:
M. Delavat;
Pour Hawaii:
M. Irwin;
Pour le Portugal:
M. Loureiro;
Pour la Confédération suisse:
M. von Holleben.

Le Président fait connaître que le texte officiel du dernier protocole n'a pu être préparé à temps pour être signé à la présente séance, et il propose que, conformément à ce qui a été fait plusieurs fois déjà, la signature de ce document soit renvoyée à la prochaine séance.

Aucune objection n'étant faite à ce qu'il soit ainsi procédé,

Le Président dit qu'avant qu'il soit passé à l'examen de l'Article V du projet anglo-alle-

PROCOL N° 17.

MEETING OF THE 15TH JANUARY 1887.

The Conference met at 2 o'clock in the afternoon under the presidency of Count Inouye.

There were present:

- For Japan:
Count Inouye and Mr. Aoki;
For France:
Mr. Sienkiewicz;
For Austria-Hungary:
Count Charles Zaluski;
For Great Britain:
Sir Francis R. Plunkett and Mr. Hannen;
For Italy:
Mr. de Martino;
For Belgium:
Mr. Neyt;
For the United States of America:
Mr. Hubbard;
For Germany:
Mr. von Holleben and Mr. Zappe;
For Russia:
Mr. Schévitch;
For the Netherlands, for Sweden and Norway, and for Denmark:
Mr. van der Pot;
For Spain:
Mr. Delavat;
For Hawaii:
Mr. Irwin;
For Portugal:
Mr. Loureiro;
For the Swiss Confederation:
Mr. von Holleben.

The President announced that the official text of the Protocol of the last meeting of the Conference was not yet ready for signature, and he therefore proposed that, as had been done already on previous occasions, the signature of this document should be postponed until the next sitting.

No objection having been made to this course being taken,

The President said that before proceeding with the consideration of Article V of the

mand, les Délégués japonais se voient dans la nécessité de faire la déclaration suivante :

“ A diverses reprises, au cours de cette Conférence, il est arrivé que l'un ou l'autre d'entre les honorables Délégués ont cru devoir déclarer que leur acceptation de certaines parties des propositions en discussion n'était qu'*ad referendum*, c'est-à-dire sous la réserve que ces propositions seraient soumises à la considération et à l'approbation de leurs Gouvernements préalablement à la signature du traité.

“ Les Délégués japonais jugent, pour leur part, que cette manière de procéder n'est pas entièrement compatible avec la situation et les pouvoirs de Plénipotentiaires. Ils soutiennent que les Stipulations à l'occasion desquelles ces réserves ont été faites constituant une partie essentielle de l'objet en vue duquel la Conférence a été convoquée, elles doivent nécessairement être connues des Gouvernements des Puissances signataires, et qu'il en résulte que les Délégués ou sont réellement en possession d'instructions, ou, dans tous les cas, peuvent être présumés en être munis.

“ Les Délégués japonais considèrent les propositions suivantes comme pouvant justement rentrer dans la catégorie de celles auxquelles s'applique cette supposition :

“ 1° Le projet de Convention du mois de mai dernier, remis à la Conférence par le Gouvernement japonais ;

“ 2° Le projet soumis à la Conférence le 15 juin dernier par les Délégués d'Allemagne et de Grande-Bretagne, généralement désigné sous l'appellation de projet anglo-allemand, et qui a été substitué à certaines parties du projet précédent ;

“ 3° Toutes les propositions de détail nécessaires pour l'application des deux projets ci-dessus mentionnés.

“ Les Délégués du Japon se croient, par conséquent, en droit de présumer que tous les honorables Délégués doivent être munis d'instructions relativement aux propositions dont il s'agit, et n'ont plus besoin d'en réserver à cet égard à leurs Gouvernements, étant donnés surtout les pertes de temps et le retard dans la marche des travaux de la Conférence qui en résulteraient. Les honorables Délégués n'en sont pas moins libres, d'ailleurs, de

Anglo-German Project, the Japanese Delegates felt themselves under the necessity of making the following declaration :

“ On several occasions in the course of the Conference, one or other of the honorable Delegates has thought fit to declare that his acceptance of certain portions of the propositions under discussion was only *ad referendum*, namely under the reserve that the same would be submitted to his Government for the purpose of examination and approval previous to the signature of the Treaty.

“ The Japanese Delegates, for their part, are of opinion, that such a course is not quite in keeping with the position and powers of a Plenipotentiary. They maintain that as the stipulations with reference to which these reservations have been made form an essential part of the object which the Conference has been convened to accomplish, they must consequently be known to the Governments of the Treaty Powers, and that it follows from this that the Delegates are either actually provided with instructions, or may at any rate be supposed to have received them.

“ The Japanese Delegates consider that the following propositions may be justly considered as among those to which this supposition applies :

“ 1° The Draft Convention of May of last year placed before the Conference by the Japanese Government.

“ 2° The Project submitted to the Conference on the 15th June of last year by the Delegates of Germany and Great Britain, commonly called the Anglo-German Project, which was substituted for certain portions of the Draft above mentioned.

“ 3° All those detailed propositions which are rendered necessary by the application of the two last mentioned proposals.

“ The Japanese Delegates therefore believe themselves to be right in assuming that all the honorable Delegates must have instructions in regard to the above propositions, and that there can be no necessity for any further reference to their Governments concerning those propositions, especially in view of the loss of valuable time and the consequent delay of the progress of the Conference which would be entailed. This, however, by no means prevents

“ mander par télégraphe des instructions plus détaillées, toutes les fois qu'il peut leur paraître nécessaire de connaître d'une manière plus précise les vues de leurs Gouvernements sur quelque point particulier.

“ En pareil cas, la Conférence ne refuserait assurément jamais de leur accorder un délai suffisant, encore que limité, pour leur permettre de se livrer à ces démarches.

“ Si donc les Délégués japonais croient de leur devoir d'exprimer la conviction où ils sont que les autres honorables Délégués ont non seulement le pouvoir dans les limites susdites, mais l'obligation même, en qualité de Plénipotentiaires de leurs Gouvernements, de donner des réponses catégoriques, il est bien entendu, d'ailleurs, que ces réponses sont toujours sous réserve de la ratification subséquente par leurs Gouvernements respectifs, après examen, du traité à intervenir. Ils ne se dissimulent pas, en outre, que la plupart des Gouvernements devant, en matière de ratification de traités, obtenir l'assentiment de leurs corps législatifs respectifs, il pourrait arriver, contrairement aux vœux et aux intentions des Gouvernements eux-mêmes, qu'il fallût écarter certaines parties du traité, ou entreprendre de nouvelles négociations dans le but d'y introduire ultérieurement des changements.

“ Les Délégués japonais n'ignorent pas les dangers qui sont susceptibles de se présenter de ce côté, et qui pourraient compromettre matériellement le résultat final de la Conférence ; mais ils n'en sont pas moins animés de la plus entière confiance dans les dispositions des Gouvernements et des Parlements des Puissances signataires, et ils sont convaincus que ces Gouvernements et ces Parlements feront tous leurs efforts pour amener à une conclusion heureuse l'œuvre de la révision, laquelle a pour objet l'avantage mutuel de toutes les parties intéressées.

“ A la séance du 8 de ce mois, les honorables Délégués de Belgique et des Pays-Bas ont cherché à faire usage de la formule d'acceptation *ad referendum*, et ont refusé de se prononcer catégoriquement sur la question de l'exécution des jugements japonais en matière pénale par les tribunaux belges et hollandais, respectivement, déclarant que cette exécution

“ any of the honorable Delegates from applying by telegraph for more precise instructions whenever, in their judgment, it may be necessary to obtain a more detailed expression of the opinions of their Governments on special points.

“ In such cases the Conference would doubtless be always willing to grant a sufficient, although a limited, interval for the accomplishment of the desired object.

“ If the Japanese Delegates therefore feel themselves under the necessity of expressing the conviction, that the other honorable Delegates, within the above mentioned limits, are not only empowered, but obliged, in their capacity as Plenipotentiaries of their Governments, to give decisive declarations, this is naturally understood to be under the reserve of the subsequent ratification on the part of the respective Governments, after due examination, of the Treaty which will be concluded. Moreover, they admit that as most Governments must, in the matter of the ratification of treaties, obtain the consent of their respective legislative bodies, it might happen that, contrary to the wishes and intentions of the Governments themselves, the necessity would arise of rejecting certain portions of the treaty, or of entering into renewed negotiations for the purpose of introducing subsequent changes.

“ The Japanese Delegates are well aware of the dangers which present themselves from this quarter, and which might materially affect the ultimate result of the Conference, but they are nevertheless inspired by the fullest confidence in the disposition of the Governments and Parliaments of the Treaty Powers, and are convinced that they will use their best endeavors to bring to a satisfactory conclusion the work of the Conference, which has for its object the mutual advantage of all concerned.

“ At the sitting of the 8th instant the honorable Delegates for Belgium and the Netherlands endeavored to apply the formula of acceptance *ad referendum*, and declined to give a decisive declaration respecting the question of the execution of Japanese criminal judgments by Belgian and Netherlands Consular Courts, respectively, declaring that such an execution

"des jugements en matière pénale était contraire
 "à leurs lois nationales, et qu'ils ne pouvaient
 "conséquemment accepter les articles y relatifs
 "qu'*ad referendum*.—A ce propos, les Délégués
 "japonais prendront la liberté de rappeler à la
 "Conférence que le projet présenté par eux à la
 "séance du 1^{er} mai dernier, avait en vue l'action
 "parallèle et simultanée des tribunaux japonais
 "et des tribunaux étrangers. Pour rendre pos-
 "sible ce fonctionnement côte à côte, l'exécution
 "réciproque, les uns par les autres, des juge-
 "ments, tant en matière civile qu'en matière
 "pénale, rendus par les tribunaux de ces deux
 "ordres, s'imposait naturellement, et devait né-
 "cessairement être réglée par une entente diplo-
 "matique. C'est pour cette raison que le pro-
 "jet de traité était accompagné des règlements
 "spéciaux d'exécution de juridiction dont le
 "texte est entre les mains de tous les Gouverne-
 "ments. Le projet anglo-allemand n'a fait
 "qu'apporter des modifications à ces proposi-
 "tions, en ce sens qu'il les a simplifiées et qu'il
 "a réduit à trois années la durée de leur appli-
 "cation. A la place des règlements en ques-
 "tion, on s'est borné à proposer les courtes Stipu-
 "lations qui ont occupé l'attention de la Confé-
 "rence pendant ces dernières séances. On ne
 "saurait donc dire que la question était nouvelle
 "et imprévue pour les honorables Délégués de
 "Belgique et des Pays-Bas, ni qu'elle puisse
 "être regardée par leurs Gouvernements comme
 "étrangère aux questions qui forment naturelle-
 "ment l'objet des délibérations de la Conférence.
 "L'obligation réciproque d'exécuter les juge-
 "ments est indispensable, et il est impossible,
 "dès lors, qu'un Gouvernement qui a accepté
 "le projet anglo-allemand en principe, soulève
 "des difficultés sur ce point capital. Si la
 "législation de la Belgique et celle des Pays-Bas
 "n'admettent pas actuellement l'exécution des
 "jugements rendus par les tribunaux étrangers,
 "ces Gouvernements ne peuvent évidemment
 "l'ignorer, et s'ils ont l'intention d'adhérer au
 "projet anglo-allemand à d'autres égards, ils
 "prendront sans aucun doute les mesures utiles
 "pour arriver à introduire dans leur législation
 "respective les modifications nécessitées par la
 "situation.—Quoi qu'il en soit, les Délégués
 "japonais n'éprouvent aucune hésitation à dé-
 "clarer à cet égard qu'ils mettent toute leur
 "confiance dans le Gouvernement royal de Bel-
 "gique et le Gouvernement royal des Pays-Bas.

"of criminal judgments was contrary to their
 "respective national laws, and that, consequently,
 "they could only accept the Articles referring
 "to it *ad referendum*. Having regard to this
 "subject, the Japanese Delegates beg to remind
 "the Conference of the fact that the Project
 "submitted by them at the meeting of the 1st of
 "May last year had in view the parallel and
 "coincident action of Japanese and foreign
 "Courts. In order to make such action possible,
 "the execution of the civil and criminal judg-
 "ments of each of those Courts by the other
 "would naturally follow, and would necessarily
 "be regulated by conventional agreement. For
 "this reason the draft of the Treaty was accom-
 "panied by special 'règlements d'exécution de
 "'jurisdiction' which are in the possession of all
 "the Governments. The Anglo-German Project
 "has only introduced alterations in those pro-
 "positions in so far as it simplifies them, and
 "reduces the term of their application to three
 "years. In place of the regulations in question
 "the brief stipulations were proposed which
 "have occupied the attention of the Conference
 "for several of the last sittings. It can there-
 "fore scarcely be said that the question has been
 "brought unexpectedly to the notice of the
 "honorable Delegates of Belgium and the
 "Netherlands, or that it can be regarded by
 "their Governments as foreign to those matters
 "which are naturally the objects of the delibera-
 "tions of the Conference. The reciprocal
 "obligation of executing judgments is indispen-
 "sable, and it cannot therefore be possible that
 "a Government which has accepted the Anglo-
 "German Project in principle, will raise difficul-
 "ties on that most essential point. If the laws
 "of Belgium and the Netherlands do not at
 "present admit of the execution of the judg-
 "ments of foreign courts, those Governments
 "must surely be aware of the fact, and, if they
 "intend to adhere to the Anglo-German Project
 "in other respects, will undoubtedly take the
 "necessary steps to bring about the required
 "changes in their respective systems of legisla-
 "tion. At any rate, the Japanese Delegates
 "have no hesitation in declaring that in this
 "respect they place entire confidence in the
 "Royal Belgian and the Royal Netherlands
 "Governments.

"Renvoyer ces questions à un article addi-
 "tionnel ne semble guère possible, car, ainsi
 "qu'on l'a dit plus haut, elles sont essentielles
 "et des intérêts de la plus haute importance
 "rendent nécessaire leur application.—Les
 "honorables Délégués de Belgique et des Pays-
 "Bas, à la séance du 8, ont finalement substitué
 "le mot "provisoirement" à la formule d'accep-
 "tation *ad referendum*. Les Délégués japonais
 "reconnaissent avec satisfaction dans cette con-
 "cession la preuve d'une disposition à se prêter
 "à leurs désirs, et ils ne veulent pas rouvrir
 "aujourd'hui la discussion sur ce point. Ils
 "croient devoir, néanmoins, déclarer qu'ils
 "interprètent le mot "provisoirement" comme
 "signifiant 'acceptation sous réserve de ratifi-
 "cation'."

M. Neyt, prenant la parole, dit qu'il essaiera
 de répondre, séance tenante, aux points essen-
 tiels de la déclaration que vient de faire l'hono-
 rable Président, autant, du moins, qu'une simple
 audition lui permettra de le faire.

Pour élargir le débat et laisser de côté les
 questions particulières qui se trouvent mêlées
 aux questions de principes, il tient avant tout à
 déclarer une fois de plus que si, en cette occa-
 sion, il a été amené à faire une certaine opposi-
 tion, ce n'est nullement contre les Stipulations
 elles-mêmes qui ont été soumises à la Conférence,
 que cette opposition est dirigée, et qu'il repousse
 énergiquement l'idée qu'il puisse s'être laissé
 guider par un sentiment de mauvais vouloir.
 Il a l'intime conviction, et il tient à le déclarer
 publiquement, que le Gouvernement belge fera
 tout ce qui lui est possible pour acquiescer aux
 légitimes revendications du Japon. Si l'orateur
 a protesté, c'est uniquement contre l'exigence
 qui a paru se faire jour, de vouloir le forcer à
 voter ou à rejeter, sans lui permettre de formu-
 ler des réserves, certaines propositions dont il
 prévoit que l'acceptation peut être difficile au
 Gouvernement du Roi.

Dans son opinion, il est non seulement légi-
 time, il est indispensable, dans toute espèce de
 négociations, d'admettre l'emploi de la réserve
ad referendum : on peut même dire que, dans la
 plupart des cas, une Conférence se trouverait
 dans l'impossibilité d'aboutir à une solution si
 le droit d'accepter provisoirement telle ou telle
 proposition était contesté aux Délégués.—Privés

"To remit these questions to an additional
 "Article seems in this case scarcely possible, for,
 "as above stated, they are indispensable, and
 "most important interests require their applica-
 "tion. The honorable Delegates of Belgium
 "and of the Netherlands on the 8th instant
 "finally substituted the word 'provisionally' for
 "the '*ad referendum*' formula of acceptance.
 "The Japanese Delegates recognize with plea-
 "sure in this action a disposition to meet their
 "wishes, and do not desire to reopen the discus-
 "sion on this question to-day. They consider
 "themselves bound, however, to declare that
 "they interpret the term 'provisionally' as
 "meaning acceptance under the reserve of
 "ratification."

Mr. Neyt said that he would endeavor to
 reply at once to the essential points of the
 declaration which had just been made by the
 honorable President, so far at least as it would
 be possible for him to do so after simply having
 heard it read.

In order to take a wider view of the matter
 and leave aside the special questions which were
 mixed up with the questions of principle, he was
 anxious first, of all, to state once more that if in
 the case in point he had been led to make a
 certain opposition, that opposition was directed
 in no way against the Stipulations themselves
 which had been submitted to the Conference,
 and that he emphatically repelled the idea that
 he could have allowed himself to be guided by
 a feeling of ill-will. He entertained the firmest
 conviction, and he wished to state it publicly,
 that the Belgian Government would do all in
 its power to satisfy the legitimate claims of
 Japan. If he had protested it was solely against
 the claim, which had seemed to have been raised,
 to force him to vote for, or reject, without allow-
 ing him to make reservations, certain proposi-
 tions, the acceptance of which would, he foresaw,
 be difficult for the Government of the King.

In his opinion, it was not only legitimate, but
 indispensable, that in all kinds of negotiations
 the employment of the *ad referendum* reservation
 should be admitted; it might even be said that
 in most cases a Conference would find it im-
 possible to arrive at a settlement of a question if
 the right of Delegates to accept provisionally,
 such and such a proposition were disputed. If

de cette faculté, ceux-ci se verraient dans l'alternative ou d'accepter ou de refuser définitivement chacune des propositions qui leur seraient soumises, et le nombre des Délégués qui pourraient invariablement donner une acceptation ou un refus catégorique dans ces conditions serait probablement fort restreint. La nécessité d'admettre dans toute négociation la réserve *ad referendum* ou une formule équivalente est universellement reconnue, et autant que sa connaissance de l'histoire diplomatique lui permet d'en juger, l'orateur croit pouvoir affirmer que les objections qu'élèvent les Délégués japonais sur ce point sont les premières qui se soient jamais produites au sein d'une Conférence.

Bien plus, on ne voit même pas le moyen d'empêcher dans la pratique l'usage d'une pareille réserve. Un Délégué ne ferait que se compromettre s'il acceptait purement et simplement une proposition, n'étant pas complètement édifié sur l'accueil qui pourra lui être fait, car, au pis aller, son Gouvernement aurait toujours la faculté de le désavouer. Que l'on suppose le cas où tous les Délégués ici réunis se seraient mis d'accord pour ne pas employer cette formule: une proposition importante leur étant soumise, tous l'acceptent sans réserve aucune. Mais, par le plus prochain courrier, sinon même par le télégraphe, les uns et les autres s'empressent de soumettre le cas à leurs Gouvernements, dont la réponse arrivera longtemps avant que le moment ne soit venu de signer le traité. Or un Gouvernement désapprouve l'initiative qu'a prise son Délégué en acceptant, et il lui donne mission de retirer son vote, ce que celui-ci ne peut se dispenser de faire. La situation se trouvera donc en définitive exactement la même que si le Délégué en question avait dès l'abord accepté *ad referendum*, sauf cependant que ce Délégué se sera gravement compromis en acceptant catégoriquement une clause qu'il présumait devoir être inacceptable.

Le Délégué de Belgique ne s'explique donc pas la prétention des Délégués japonais d'obtenir des membres de la Conférence une réponse formelle sur chaque proposition, avant que ces propositions aient été communiquées par eux à leurs Gouvernements respectifs; il se l'explique d'autant moins que les Puissances ne sont pas liées définitivement par l'acceptation de leurs Représentants, et qu'elles conservent toujours la ressource de réclamer des modifications avant la

this right were denied to them, these Delegates would find themselves obliged either to accept, or to reject, definitely each proposition which might be submitted to them, and those Delegates who could invariably give an unqualified acceptance or refusal under such conditions would probably be very few in number. The necessity of admitting in all negotiations the *ad referendum* reservation, or an equivalent formula, was universally recognized, and, as far as his knowledge of diplomatic history enabled him to judge, Mr. Neyt considered that the objections raised by the Japanese Delegates on this point were the first that had ever been raised at a Conference.

Moreover, he did not see how it was possible to prevent in practice the use of this reservation; a Delegate would simply compromise himself if he were to accept absolutely any proposition, while not thoroughly informed as to the nature of the reception which might be given to it, for as a last resource his Government could always disavow his action. Suppose, for instance, that all the Delegates assembled there were to agree not to use this formula; a proposition was submitted to them, and accepted without any reservation. By the first mail, however, if not by telegraph, all alike hastened to submit the case to their Governments, whose reply would reach them long before the moment arrived for signing the Treaty. One of the Governments disapproved of the action taken by its Delegate in accepting, and instructed him to withdraw his vote, which he would be obliged to do. The situation in this case would, in the end, be exactly the same as if the Delegate in question had at first accepted with the *ad referendum* reservation, except in this respect, however, that this Delegate would have compromised himself gravely by accepting absolutely a clause which he presumed must be unacceptable.

The Delegate of Belgium failed to understand therefore on what ground the Japanese Delegates sought to obtain from the members of the Conference a formal expression of opinion on each proposition before it had been communicated by them to their respective Governments, the less so because the Foreign Powers were not definitely bound by the acceptance of their Representatives; and retained always the resource of demanding alterations before

signature. Il lui semble qu'il existe sur ce point, dans l'esprit des honorables Délégués japonais, une certaine confusion entre deux choses bien distinctes: la signature et la ratification. La signature est le fait du Délégué qui y procède quand il s'est assuré que le traité, dans son ensemble et dans tous ses détails, rencontre l'approbation de son Gouvernement. La ratification est exclusivement une prérogative royale ou du chef de l'Etat.

Les pleins pouvoirs dont sont munis les Délégués sont très-larges: ils leur donnent tous pouvoirs pour conclure et signer; mais l'étendue de ces pouvoirs est mitigée par l'accord qui s'établit entre chaque Délégué et le Gouvernement qu'il a mission de représenter, accord en vertu duquel l'agent contracte l'engagement moral de ne signer le traité que quand il a la certitude formelle que l'instrument est approuvé dans toutes ses parties par son Gouvernement, et cet agent commettrait la faute la plus grave si, à moins de circonstances tout-à-fait exceptionnelles et pressantes, il abusait du mandat de confiance dont il est investi et apposait sa signature au bas d'un acte qui ne serait pas entièrement connu de son Gouvernement.

C'est, en effet, une marque de confiance que donnent les Gouvernements à leurs Délégués en les munissant de pleins pouvoirs complets dès l'origine des négociations. On ne doit pas oublier que, s'ils le jugeaient convenable, les Gouvernements étrangers pourraient se borner à donner d'abord à leurs agents des pleins pouvoirs pour négocier seulement, et attendre, avant de leur fournir les pouvoirs spéciaux nécessaires pour signer, que l'accord définitif soit intervenu. Mais, dans la pratique, ils n'en usent pas ainsi, et ils n'hésitent point à donner dès l'abord à leurs représentants des pleins pouvoirs complets, parce qu'ils ont la confiance certaine que ceux-ci n'en abuseront pas.

Le Délégué de Belgique poursuit en disant que la dernière partie de l'argumentation de l'honorable M. le Comte Inoué soutient que les Gouvernements étrangers sont au courant des propositions récemment soumises à la Conférence, et que l'acceptation du projet anglo-allemand par ces Gouvernements impliquait nécessairement

signing. It seemed to him that on this point there existed in the minds of the honorable Delegates of Japan a certain confusion between two things which were quite distinct: signature and ratification. The signature was the act of the Delegate, who signed when he felt assured that the treaty as a whole, and all its details, would meet with the approval of his Government. The ratification was exclusively a prerogative either of Royalty or of the Chief of the state.

The Full Powers with which the Delegates were furnished were very extensive, and conferred on them the right of concluding and signing; but the extent of these Powers was limited by the understanding which existed between each Delegate and the Government which he represented, by which understanding the agent was morally bound not to sign the Treaty, unless he was quite certain that the instrument was in all its particulars approved by his Government, and this agent would commit the gravest mistake if, except under altogether exceptional and pressing circumstances, he abused the mandate of confidence entrusted to him, and affixed his signature to an act of which his Government did not possess full knowledge.

It was, in fact, a mark of confidence on the part of Governments in their Delegates when they furnished them with complete Full Powers at the outset of the negotiations. It must not be forgotten that foreign Governments might, if they thought proper, confine themselves to giving to their agents, first of all, Full Powers to negotiate only, and wait until a definitive agreement was arrived at before supplying them with the special powers necessary for signing. Practically, however, they were not in the habit of acting thus, and they did not hesitate to furnish their representatives from the very outset with complete Full Powers, because they were quite confident that those Full Powers would not be abused.

The Delegate of Belgium proceeded to remark that the last portion of the argument, of the honorable President had not altogether convinced him. Count Inoué maintained that the foreign Governments had been thoroughly informed of all the details now before the Conference, and that the acceptance of the Anglo-German Project by the foreign

de leur part l'engagement d'adopter certains règlements pour l'exécution des jugements. Or, l'orateur ne trouve rien dans le texte du projet anglo-allemand qui se rapporte à des questions d'exécution. C'est là un point sur lequel il ne veut pas s'appesantir; mais il tient, néanmoins, à déclarer, à cette occasion, qu'il avait toujours cru que tous les documents communiqués par le Gouvernement japonais depuis 1882, y compris ceux qui ont été soumis à la Conférence le 1^{er} mai dernier, s'étaient trouvés annulés par le fait de l'adoption du projet anglo-allemand, ce dernier projet ayant, autant qu'il avait cru le comprendre, été formellement substitué aux projets antérieurs, eu ce qui concerne, au moins, les matières judiciaires. Ce n'est donc pas sans une certaine surprise qu'il voit les Délégués japonais tenter de faire revivre des propositions qu'il avait lieu de croire définitivement retirées.

En terminant, le Délégué de Belgique ajoute que la dernière phrase de la déclaration du Président lui a paru obscure.

Cette phrase lui ayant été répétée sur sa demande, il fait observer que le mot *ratification* lui semble prêter ici à l'équivoque. Dire qu'un Délégué accepte sous réserve de ratification, c'est dire une chose dont l'évidence s'impose; à cet égard, tous les Délégués sont dans la même situation. Mais si par *ratification* on entend *approbation*, toute équivoque disparaît: l'acceptation provisoire de la part d'un Délégué est une acceptation sous réserve de l'approbation de son Gouvernement. Si le Président voulait bien substituer au mot *ratification* le mot *approbation*, l'orateur n'aurait pas d'objection à déclarer qu'il accepte le projet de Stipulations sous réserve de l'approbation de son Gouvernement.

Sur la réponse du Président qui se dit disposé à prendre le mot *ratification*, tel qu'il est employé dans sa déclaration, comme signifiant "approbation du Gouvernement belge,"

Le Délégué de Belgique déclare que, dans ce cas, il priera l'honorable Président de vouloir bien considérer son acceptation comme sous réserve de l'approbation de son Gouvernement.

M. von Holleben, comme co-auteur du projet anglo-allemand, déclare qu'il ne lui était jamais venu à l'idée que ce projet dût être considéré comme substitué pour le tout aux propositions

Governments implied, necessarily, an undertaking on the part of those Governments to adopt certain regulations for the execution of judgments. Mr. Neyt could find nothing in the text of the Anglo-German Project which referred to questions of execution. This was a point on which he did not wish to lay stress, but he desired, nevertheless, to take this opportunity of stating that he had always thought that all the documents which had been communicated by the Japanese Government since 1882, including those which had been submitted to the Conference on the 1st of May last, were cancelled by the fact of the adoption of the Anglo-German Project, this latter Project having, as far as he had understood, been formally substituted for those portions of the previous proposals which related to jurisdiction. It was therefore not without a certain surprise that he saw the Japanese Delegates endeavoring to revive propositions which he had had reason to suppose had been definitely withdrawn.

In conclusion, the Delegate of Belgium added that the last portion of the declaration of the President had seemed to him to be obscure.

The passage in question having, at his request, been re-read, he observed that the word *ratification* was used in a meaning which was not clear. To say that a Delegate accepted subject to ratification, was to state a self evident fact; in this respect all the Delegates were in the same position. If by "*ratification*" the word "*approval*," was meant, all doubt disappeared for *provisional* acceptance on the part of a Delegate was an acceptance *subject to the approval of his Government*. If the President would substitute for the word "*ratification*" the word "*approval*" he would have no objection to state that he accepted the Draft Stipulations *subject to the approval of his Government*.

The President having replied that he was willing to understand the word "*ratification*," as used in his declaration, as signifying "*approval of the Belgian Government*,"

The Delegate of Belgium said that, in that case, he would ask the honorable President to consider his acceptance as *subject to the approval of his Government*.

Mr. von Holleben said that, as joint author of the Anglo-German Project, it had never occurred to him that that Project was to be regarded as having been substituted for all the

antérieures du Gouvernement japonais relatives à la juridiction: dans sa pensée, ce projet n'avait fait que remplacer plusieurs articles du projet de Convention révisée communiqué par le Gouvernement japonais aux Délégués étrangers le 1^{er} mai dernier, et l'orateur rappelle qu'il a eu l'honneur, en une précédente occasion, d'énumérer les divers articles qu'il regardait comme remplacés.

Sir Francis Plunkett dit qu'en sa qualité de co-auteur du projet anglo-allemand, il se voit, à son grand regret, dans l'obligation de déclarer qu'il ne peut s'associer complètement à l'opinion que vient d'exprimer le premier Délégué d'Allemagne. L'idée qu'il professe à l'égard du projet anglo-allemand, idée qui se trouve confirmée par le compte-rendu des travaux de la Conférence, dans le protocole n° 6, est que le projet anglo-allemand remplace toute la partie des propositions japonaises relatives à la juridiction qui ont été soumises à la Conférence jusqu'à la date de sa présentation; il considère que le Gouvernement japonais, par l'organe de ses Délégués, a reconnu cette substitution d'une manière expresse. Il est vrai qu'il existe aujourd'hui sur ce point quelques différences d'opinion, mais; à son sens, la situation réelle ressort clairement du passage suivant, emprunté à la page 14 du protocole n° 6:

"A la reprise de la séance, le Président déclare, au nom du Gouvernement japonais, adopter le projet de Convention judiciaire soumis à la Conférence par les Délégués de la Grande-Bretagne et d'Allemagne, aux lieu et place des articles relatifs à la juridiction qui figurent dans le projet de Convention révisée primitivement présenté, et il retire en conséquence toute la partie des propositions japonaises relative à la juridiction."

Sir Francis Plunkett ajoute que le protocole qui contient ce passage est demeuré, depuis plusieurs mois, incontesté, et il est d'avis, par suite, que l'honorable Délégué de Belgique est fondé à croire que les propositions primitives relatives à la juridiction ont été annulées du moment où le projet anglo-allemand a été accepté par les Délégués du Japon.

Le premier Délégué de Grande-Bretagne fait observer qu'en ce qui touche la question des votes provisoires émis par les honorables Délégués de Belgique et des Pays-Bas, il ne peut

previos proposals of the Japanese Government which related to jurisdiction. His idea was that it simply replaced several Articles of the Draft Revised Convention which had been communicated by the Japanese Government to the Foreign Delegates on the 1st of May last, and he added that on a previous occasion he had had the honor to enumerate the various Articles which he considered as having been replaced.

Sir Francis Plunkett said that, as joint author of the Anglo-German Project, he felt bound, much to his regret, to state that he was unable to endorse entirely all that the First Delegate of Germany had said. The idea which he himself held with regard to the Anglo-German Project, and which was confirmed by the record of the proceedings of the Conference as given in Protocol No. 6, was that the Anglo-German Project replaced all that portion of the Japanese jurisdictional proposals which had been presented to the Conference up to the date of its presentation; he considered that the Japanese Government had, through its Delegates, expressly admitted this fact. It was true that some difference of opinion now existed on this point, but he considered that the following passage from Page 14 of Protocol No. 6 would clearly show the state of the case:—

"When the Conference reassembled, the President declared that, on behalf of the Japanese Government, he adopted the Draft Jurisdictional Convention submitted to the Conference by the Delegates of Great Britain and Germany, in place of the jurisdictional Articles of the Draft Revised Convention previously submitted; and he accordingly withdrew those portions of the Japanese proposals which related to jurisdiction."

The Protocol containing this passage, Sir Francis Plunkett added, had now remained several months unchallenged; he was, therefore, of opinion that the honorable Delegate of Belgium had ground for believing that the original jurisdictional proposals had been cancelled when the Anglo-German Project was accepted by the Delegates of Japan.

The First Delegate of Great Britain observed that with regard to the question of the provisional votes given by the honorable Delegates of Belgium and the Netherlands, he could not

qu'ètre d'avis que son honorable collègue de Belgique est en droit de protester comme il l'a fait contre toute pression exercée sur lui à cet égard, et il pense qu'il serait désirable que ce fâcheux incident fût à présent clos.

M. van der Pot dit avoir écouté avec un vif intérêt le discours de son honorable collègue le premier Délégué de Grande-Bretagne, et approuver, en substance, les observations faites par son honorable collègue le Délégué de Belgique. Il ajoute qu'il lui semble que l'honorable Président, lorsqu'il dit que les Gouvernements étrangers intéressés ont connaissance de toutes les questions qui ont occupé l'attention de la Conférence, et en ont eu connaissance assez à temps pour que leurs Représentants au Japon aient pu recevoir déjà leurs instructions, perd de vue le fait que le seul document que connaissent ces Gouvernements est le projet anglo-allemand, et oublie également que les deux honorables auteurs de ce projet ont déclaré en Conférence que les Stipulations que l'on avait proposé d'annexer à l'Article VI ne formaient point partie du projet. L'orateur se considère, par conséquent, comme parfaitement justifié à réserver la décision de son Gouvernement sur une question au sujet de laquelle il n'a pas encore eu la moyen de s'assurer des vues professées par lui.

M. Sienkiewicz partage entièrement les opinions exprimées par ses honorables collègues les Délégués de Belgique, de Grande-Bretagne et des Pays-Bas sur la valeur du projet anglo-allemand. Pour lui, il est indiscutable que ce projet a annulé les projets antérieurs. Si les déclarations formelles, faites en termes positifs, et à deux reprises, par les Délégués japonais, ne suffisaient pas déjà à rendre le doute impossible à cet égard, il est un argument de fait qui, à ses yeux, constitue une preuve irréfutable: le texte du projet de Convention communiqué aux Délégués à l'ouverture de la Conférence, le 1^{er} mai dernier, leur a été redemandé par le Gouvernement japonais, et ne leur a jamais été restitué. Ainsi donc ce projet a été non seulement moralement, mais même matériellement supprimé, et du moment que le projet principal a été ainsi retiré, il est naturel que les annexes qui y étaient attachées aient eu le même sort.

En ce qui concerne l'approbation donnée par

but think that his honorable Belgian Colleague was justified in protesting, as he had done, against pressure being brought to bear upon him in this matter, and that it would be desirable that this regrettable incident should now be closed.

Mr. van der Pot said that he had listened with much interest to the speech of his honorable Colleague the First Delegate of Great Britain, and that he also agreed, in substance, with the observations made by his honorable Colleague the Delegate of Belgium. He wished to add that it seemed to him that the honorable President, in stating that the questions which had occupied the attention of the Conference were all known to the foreign Governments concerned, and known in time to allow of instructions having been already received by their representatives in Japan, lost sight of the fact that what was actually known to those Governments was only the Anglo-German Project, and that both the honorable authors of that Project had declared in the Conference that the stipulations which it had been proposed to annex to Article VI did not form a part of the Project. He considered himself, therefore, perfectly entitled to reserve the decision of his Government on a question in regard to which he had not yet had the opportunity of learning the views entertained by his Government.

Mr. Sienkiewicz entirely concurred in the opinions expressed by his honorable Colleagues the Delegates of Belgium, Great Britain, and the Netherlands, as to the value of the Anglo-German Project. For his part, he thought that there could be no doubt that that Project had annulled previous proposals. If the formal declarations made by the Japanese Delegates did not suffice to remove all doubt on this point, there was an argument based on fact which, in his opinion, amounted to absolute proof. The Japanese Government had asked for the return of the copies of the Draft Revised Convention which had been communicated to the Delegates at the opening of the Conference on the 1st of May last, and had never given them back again. This project, therefore, had been not only morally, but even materially cancelled, and since the principal proposal had been thus withdrawn, it followed that the annexes attached to it had shared the same fate.

With regard to the approval given by the

les Gouvernements étrangers au projet anglo-allemand, le Délégué de France fait observer qu'il importe de distinguer entre les principes et les articles. Pour ne parler que de la France, le Gouvernement français a incontestablement accepté les principes du projet,—et l'orateur a assez nettement exposé en de précédentes occasions ce qu'il entendait ici par le mot "principes," pour n'avoir pas besoin de revenir sur ce point;—mais l'acceptation des principes n'impliquait nullement celle des articles tels qu'ils ont été proposés, et il est resté bien entendu que le Gouvernement français considérait ces articles comme susceptibles de subir telles suppressions, additions, et modifications qui pourraient paraître désirables sans porter atteinte aux principes concédés.

Sur la question de l'*ad referendum*, M. Sienkiewicz croit que son opinion est suffisamment connue. Il se bornera à répéter qu'il ne peut admettre qu'une pression soit exercée sur un Délégué dans le but de lui imposer tel ou tel vote déterminé. De pareils procédés sont contraires à tous les principes admis, et constituent, de la part du Gouvernement japonais, une innovation à laquelle aucune Conférence européenne, que sache l'orateur, n'a jamais offert de précédent.

Quant à l'argument basé sur la perte de temps qui résulterait de l'admission de la réserve *ad referendum*, le Délégué de France se permet de faire remarquer en passant, à ce propos, que si la Conférence avait consacré à l'examen de la Convention les heures qu'elle a dépensées à discuter l'admissibilité de cette réserve, elle aurait pu voter plus d'un article.

M. von Holleben regrette de ne pouvoir partager les vues exprimées par son honorable collègue le Délégué de France. Il est vrai que ceux des articles des premières propositions japonaises qui étaient relatifs à la juridiction ont été remplacés par le projet anglo-allemand, et que ce dernier projet a été accepté par les honorables Délégués du Japon. Mais, dans l'esprit de l'orateur, il était bien entendu que le projet anglo-allemand ne pouvait être considéré que comme une *base de discussion*, que l'on aurait à élaborer par la suite les dispositions de détail qui seraient nécessaires, et que c'était précisément pour le développement et l'interprétation de ces dispositions de détail que la

foreign Governments to the Anglo-German Project, the Delegate of France observed that it was necessary to distinguish between principles and Articles. To mention only France, the French Government had, beyond all doubt, accepted the principles of the Project,—and he had on previous occasions explained with sufficient clearness what he understood by the word "principles" to make it unnecessary to refer to this point,—but the acceptance of principles implied in no way the acceptance of Articles such as had been proposed, and it remained clearly understood that the French Government regarded those Articles as being open to such cancellations, additions, and modifications as might appear desirable, without prejudice to the principles which had been conceded.

On the question of the *ad referendum* reservation, Mr. Sienkiewicz thought that his opinion was sufficiently well known. He would simply repeat that he could not approve of pressure being exercised upon a Delegate with the object of forcing him to vote in a certain specified manner. Such a proceeding was contrary to all known principles, and constituted an innovation on the part of the Japanese Government, for which no European Conference of which he knew had ever furnished a precedent.

As regarded the argument which was based upon the loss of time which would result from the admission of the *ad referendum* reservation, the Delegate of France would beg to make the passing remark that if the Conference had devoted to the examination of the Convention the hours which it had spent in discussing the admissibility of this reservation, it might have voted more than one Article.

Mr. von Holleben regretted that he was unable to share the views expressed by his honorable Colleague the Delegate of France. It was true that those Articles of the former Japanese proposals which related to jurisdiction had been replaced by the Anglo-German Project, and that the latter had been accepted by the honorable Delegates of Japan. It was however, in his opinion, distinctly understood that the Anglo-German Project could only be regarded as a *basis of discussion*, and that the necessary details would have to be elaborated subsequently; and that it was precisely with a view to the development and interpretation of these detailed provisions that the Conference ought logically

Conférence devait logiquement se servir des anciens projets.

M. Sienkiewicz répond qu'une distinction est ici nécessaire. Si c'est comme document à consulter en vue d'y puiser des détails, comme document *historique*, que l'on considère le projet du 1^{er} mai dernier, on peut évidemment s'y référer, comme on peut se référer aussi, au même titre, aux documents de l'ancienne Conférence et aux divers mémoires qui ont été publiés depuis, voire même à des conversations privées. Mais de là à reconnaître à ce projet du 1^{er} mai une valeur *diplomatique* quelconque, il y a loin, et l'orateur a déjà déclaré qu'il lui déniait toute valeur de ce genre. Il répète que le texte de ce projet a été redemandé aux Délégués, et que, pour sa part, on ne le lui a jamais rendu, si bien qu'il n'a même plus entre les mains de texte du projet de Convention commerciale.

M. Hubbard commente par déclarer qu'il ne veut pas abuser des instants de la Conférence; mais il est parfois nécessaire, dans un débat de quelque étendue, de regarder en arrière pour se rendre un compte exact de la situation.

L'honorable premier Délégué de Grande-Bretagne s'est référé à la page 14 du protocole 6. L'orateur suivra l'exemple de son honorable Collègue et attirera l'attention de la Conférence sur le passage suivant du même protocole:

"M. Sienkiewicz fait valoir de nouveau la nécessité d'étudier un projet tout nouveau pour lui.

"M. Neyt réitère sa demande sur le point de savoir si le texte des propositions qui viennent d'être soumises à la Conférence est officiel et définitif, ou s'il doit subir des modifications. Des éclaircissements sur ce point lui sont indispensables pour qu'il puisse en référer à son Gouvernement.

"Le Président répond que ces propositions étant acceptées devenaient officielles.

"M. Sienkiewicz insiste sur ce point que le Gouvernement japonais doit communiquer aux Délégués le texte de la proposition. Il leur avait communiqué, il y a six semaines, un texte officiel destiné à servir de base aux discussions. La proposition que l'on met en avant aujourd'hui étant substituée à la position primitive, il importe que le Gouverne-

to make use of the former proposals.

Mr. Sienkiewicz replied that it was necessary to make a distinction in this matter. If it was as a document to be consulted with the view of seeking for details in it, that was to say as a *historical* document, that the Project of the 1st of May last was considered, one might clearly refer to them, just as reference might be made on the same grounds to the documents of the former Conference, and to the various memoranda which had since been published, or even to private conversations; but there was a great difference between this and recognizing in the Draft Revised Convention of the 1st of May any diplomatic value. He must repeat that the Delegates had been asked to send back that Draft, and that, for his part, it had never been returned to him, so that he was not even in possession of the text of the Draft Commercial Convention.

Mr. Hubbard said he did not wish to take up the time of the Conference, but it was occasionally necessary, in the course of a protracted debate, to look back in order to have a clear understanding of the situation. The honorable First Delegate of Great Britain had referred to page 14 of Protocol 6. He would follow the example of his honorable Colleague, and call the attention of the Conference to the following passages from that Protocol:

"Mr. Sienkiewicz insisted again upon the necessity which he felt was incumbent upon him, of studying a project which was altogether new to him.

"Mr. Neyt again desired to know whether the texts of the proposals submitted to the Conference were official and definite, or whether they were liable to modification. Information on this point was essential for his guidance in communicating with his Government.

"The President said that these proposals, when once accepted, became official.

"Mr. Sienkiewicz adhered to the opinion that the Japanese Government were bound to communicate to the Delegates the texts of the proposals. They had already communicated to the members of the Conference some six weeks before an official text intended to serve as a basis for discussion. The proposal put forward to-day having been substituted for

ment japonais prenne l'initiative de communiquer ce texte nouveau comme il avait communiqué le premier.

"Après une discussion générale sur ce point, la séance est suspendue pendant un quart d'heure.

"A la reprise de la séance, le Président déclare, au nom du Gouvernement japonais, adopter le projet de Convention judiciaire soumis à la Conférence par les Délégués de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne au lieu et place des articles relatifs à la juridiction qui figurent dans le projet de Convention révisée primitivement présenté, et il retire en conséquence toute la partie des propositions japonaises relative à la juridiction."

M. Hubbard considère que cette citation ne laisse guère de place au doute sur le point, que l'on conteste, de savoir si le projet anglo-allemand a été oui ou non accepté au lieu et place des propositions primitives du Gouvernement japonais relatives à la juridiction.

Le Délégué des Etats-Unis, poursuivant son discours, constate qu'on est revenu sur la question de la réserve *ad referendum* employée à la Conférence, réserve qui, prise dans son sens général, s'attache nécessairement, ainsi qu'il l'a expliqué, à tous les votes qu'il émet comme plénipotentiaire des Etats-Unis. L'orateur s'est vu, en de précédentes occasions, dans l'obligation de différer d'opinion, sur certains points, avec son honorable collègue le Délégué de France; mais en ce qui touche le principe sur lequel repose l'usage de la réserve *ad referendum*, il est entièrement d'accord avec son honorable Collègue. Comme il a déjà eu l'honneur de le déclarer à la séance du 15 novembre dernier, l'acceptation *ad referendum* dans toutes les réunions diplomatiques, quelles qu'elles soient, n'est pas seulement admissible, elle est d'une absolue nécessité pour permettre à la Conférence de poursuivre sa marche, tout en laissant au Délégué qui a eu recours à cette réserve la faculté d'en réserver à son Gouvernement ou d'user de tout autre moyen pour revenir sur son acceptation ou pour confirmer le vote qu'il a émis. Il peut bien arriver, en effet, qu'un Délégué soit hostile à une proposition, mais l'accepte néanmoins *ad referendum*, afin de ne pas assumer la responsabilité de son rejet, et afin de mettre son Gouvernement en mesure d'arrêter la

"the original proposal, it was necessary that the Japanese Government should take the initiative, and communicate this new text, as they had done in the case of the first.

"After a general discussion upon this point, the sitting was suspended for fifteen minutes.

"When the Conference reassembled, the President declared that on behalf of the Japanese Government he adopted the Draft Jurisdictional Convention submitted to the Conference by the Delegates of Great Britain and Germany in place of the Jurisdictional Articles of the Draft Revised Convention previously submitted; and he accordingly withdrew those portions of the Japanese proposals which related to jurisdiction."

Mr. Hubbard said that he thought this quotation left little doubt on the point which had been raised as to the acceptance of the Anglo-German Project in the place of the original proposals of the Japanese Government in regard to jurisdiction.

The Delegate of the United States proceeded to observe that reference had been made to the *ad referendum* reservation, which had been used at the Conference and which, in its general sense, he had explained must necessarily be attached to any vote which he, as the Plenipotentiary of the United States, might give. He had found it necessary on previous occasions to differ on certain points with his honorable Colleague the Delegate of France, but he agreed with his honorable Colleague as to the principle underlying the use of the *ad referendum* reservation. As he had already had the honor to state at the meeting of the 15th. of November last, an acceptance *ad referendum* in all diplomatic assemblies was not only admissible, but even absolutely necessary, in order that the wheels of a Conference might roll on while the Delegate making use of that formula had time by various means, by reference to his Government or otherwise, either to reconsider his acceptance, or to confirm the vote which he had given. It might well happen that a Delegate might be opposed to a proposition, but might nevertheless accept it *ad referendum*, in order not to assume the responsibility of its rejection, and in order to enable his Government to determine finally the position they wished to adopt.

ligne de conduite qu'il adoptera définitivement.

M. Hubbard a lui-même fait usage de cette réserve *ad referendum* en acceptant, au nom de son Gouvernement, le projet anglo-allemand. Dans la lettre qu'il a eu l'honneur d'adresser à la Conférence le 29 juin dernier, l'état de sa santé ne lui ayant pas permis d'assister à la séance, lettre dont son honorable Collègue le premier Délégué de la Grande-Bretagne a bien voulu donner lecture à la séance du même jour, se trouvait le passage suivant :

"Le Gouvernement des Etats-Unis, par l'entremise de son Délégué, se déclare en faveur du projet officiellement présenté à la dernière séance par les Délégués de Grande-Bretagne et d'Allemagne, ce projet constituant à tous égards, à ses yeux, une solution juste et équitable de la question de la révision en ce qui concerne la juridiction. Ledit projet offrant une base solide pour les conventions à intervenir, j'autorise mon Collègue de Grande-Bretagne, et je l'en prie, à l'accepter en mon nom *ad referendum*."

Si désireux qu'il puisse être d'activer les progrès de la révision des traités, le Délégué des Etats-Unis ne saurait consentir à prendre l'engagement de voter toujours affirmativement; mais, d'autre part, et quand bien même il n'approuverait pas, personnellement, certaines propositions soumises à la Conférence, il éprouverait quelque hésitation à arrêter par son opposition la marche des négociations. C'est aussi que les Stipulations déposées par l'honorable second Délégué du Japon ne lui avaient pas paru nécessaires et il n'avait pas dissimulé à ses Collègues ses appréciations. L'honorable Délégué de la Grande-Bretagne qui avait, au début, partagé sa manière de voir, a présenté par la suite un projet amendé de ces Stipulations, et encore bien que l'orateur ne leur fût pas très-favorable même sous leur forme amendée, il les a votées néanmoins, en considération du fait que sa situation était la même que celle de son honorable Collègue, et par déférence pour le désir des honorables Délégués du Japon.

La réserve dont l'honorable Délégué de Belgique a accompagné son vote est d'autant plus justifiable que les Stipulations auxquelles se référerait ce vote ne font pas partie du texte primitif du projet anglo-allemand, et n'ont incontestablement d'autre valeur que celle de simples amen-

ments, auxquels ne s'attache pas le caractère officiel des propositions originales. De ce qu'un Délégué ne s'est pas cru autorisé à accepter purement et simplement un article déterminé de ces Stipulations,—lesquelles ne constituent, d'ailleurs, qu'une annexe à la Convention, et ne sont destinées à demeurer en opération que pendant une période de trois ans,—il ne s'ensuit pas nécessairement, et M. Hubbard tient à insister tout particulièrement sur ce point, que ce Délégué doive être regardé comme faisant acte d'hostilité à l'égard de la Convention elle-même.

"The United States, by their Delegate, favor the project formally presented by the British and German Delegates at our last session, as in all respects a fair and equitable solution of treaty revision in matters relating to jurisdiction. This project being a firm foundation on which to base future Conventions, my Colleague of Great Britain is authorized and requested to represent me as accepting it *ad referendum*."

However anxious he might be to further the work of treaty revision, the Delegate of the United States did not wish to bind himself to always vote in the affirmative; and, on the other hand, although he might personally not approve of certain propositions which were brought before the Conference, he might feel hesitation in stopping the progress of negotiations by opposing them. The stipulations, for instance, which had been submitted to the Conference by the honorable Second Delegate of Japan he did not think were necessary, and he had not concealed this opinion from his Colleagues. The honorable Delegate of Great-Britain had originally shared this view, but had subsequently presented an amended draft of those stipulations, and although he (Mr. Hubbard) did not altogether like them, even in their amended form, he had, in consideration of the fact that his position was the same as that of his honorable Colleague, and out of deference to the wishes of the honorable Delegates of Japan, voted for them.

The reservation with which the honorable Delegate of Belgium had qualified his vote was the more justifiable because the stipulations to which that vote related formed no part of the original text of the Anglo-German draft, but were distinctly in the nature of amend-

ments which had not the official character of the original propositions. It did not necessarily follow,—and Mr. Hubbard wished to emphasize this point,—that, because a Delegate did not consider himself authorized to accept absolutely a certain Article of these stipulations, which were merely an annex to the Convention, and the operation of which was limited to a period of only three years duration, he must be regarded as taking up a position of hostility to the Convention itself.

Mr. Hubbard added that he did not wish to be understood as objecting to the introduction of amendments or modifications into the Anglo-German Draft. The conference had full power to amend and modify that Draft wherever it thought necessary, and it had freely availed itself of this privilege. Any Delegate had a perfect right to offer an amendment; and the stipulations in the form they had finally taken were themselves an illustration of the application of this principle, for they were a kind of eclectic compilation, containing, as they did, many good features derived from various quarters.

The Delegate of the United States had, adopting in this respect the same position as that taken by his honorable Colleague the First Delegate of Great Britain, undertaken, under the powers vested in him by law, to make the police and administrative regulations referred to in the stipulations binding upon American citizens. All that remained to be done was that the Japanese Government should indicate the regulations which they wished to have enforced. The moment that this was done there would be no difficulty, so far as American citizens were concerned, in enforcing Japanese police and administrative regulations within treaty limits in the same way as Japanese law would necessarily be enforced outside of treaty limits.

But after all what was the importance of these stipulations as compared with that of the abolition of extra-territoriality? The Delegates now assembled in Conference were there for the purpose of fulfilling promises which had been made, if not by their forefathers, at least by their predecessors of the same generation, and if they succeeded in fulfilling those obligations and arranging definitely for the aboli-

l'expiration de trois ans, ils auront accompli une œuvre méritoire.

M. Schévitch croit devoir déclarer qu'à son avis aussi il ne peut être douteux que le projet anglo-allemand n'ait annulé tous les projets antérieurs; mais ces derniers projets n'en subsistent pas moins, ainsi que l'a dit l'honorable Délégué de France, comme documents *historiques*, et il est parfaitement légitime que les rédacteurs et les compilateurs qui travaillent au projet actuel y aient recours à ce dernier titre, pour y puiser des renseignements.

En ce qui concerne la question brûlante de l'*ad referendum*, le Délégué de Russie croit devoir faire une simple observation. Il commence par déclarer qu'il espère ne jamais se trouver dans la nécessité de porter un vote sous une forme pareille; mais il tient, d'autre part, à faire remarquer qu'en une occasion précédente, le Président lui-même a recommandé à la Conférence une acceptation de ce genre. Lorsqu'il a été question, au cours de la séance du 18 Décembre, de renvoyer à un article additionnel les Articles 1 et 2 des Stipulations proposées par Sir Francis Plunkett, M. le Comte Inouyé, qui s'était fait l'avocat de cette combinaison, a invité les Délégués à demander des instructions spéciales relativement à l'acceptation de ces deux articles. L'orateur est un de ceux qui se sont rendus à cette invitation, et il en a référé sans retard à son Gouvernement en demandant une réponse par télégraphe.—Or, n'est-ce pas là une application indiscutable de l'*ad referendum*?

Le Président dit que, ne voulant pas rouvrir une nouvelle discussion, il s'abstiendra d'entrer dans l'examen détaillé des diverses questions qui viennent d'être soulevées. Il considère, toutefois, qu'il est de son devoir d'exposer les motifs qui ont inspiré la déclaration faite par les Délégués du Japon.

Le Comte Inouyé tient, tout d'abord, à bien établir que les Délégués du Japon n'ont jamais entendu exercer aucune pression sur un Délégué pour influencer son vote. L'opposition qu'ils font à l'emploi de la réserve *ad referendum* repose sur des considérations qu'ils croient raisonnables et correctes, et dont la principale

est l'usage fréquent de cette réserve constituerait un procédé dilatoire qui aurait pour effet de retarder les décisions finales de la Conférence.

Mr. Schévitch felt bound to state that in his opinion also there could be no doubt that the Anglo-German Project had annulled all previous proposals; these latter proposals, however, existed none the less, as the honorable Delegate of France had stated, as *historical* documents, and it was perfectly legitimate for the framers and compilers who were working at the present Draft to have recourse to them, as such, in order to obtain information.

With regard to the burning question of the *ad referendum* reservation, the Delegate of Russia felt himself under the necessity of making a simple observation. He would preface his observations by the statement that he hoped never to find himself obliged to give a vote in that manner, but he wished, on the other hand, to remark that on a previous occasion the President himself had recommended to the Conference an acceptance of this kind. When during the sitting of the 18th of December the question of reserving Articles 1 and 2 of the stipulations proposed by Sir Francis Plunkett for insertion in a separate Article had arisen, Count Inouyé, who had supported this arrangement, had invited the Delegates to ask for special instructions with regard to the acceptance of these two Articles. Mr. Schévitch was one of those who had responded to this invitation, and he had referred the question to his Government without delay, and had requested a telegraphic reply. Was not this an undoubted application of the principle of the *ad referendum* reservation?

The President said that he would refrain from entering into a detailed examination of the various points which had been raised, as he did not wish to originate a fresh discussion. He considered, however, that it was incumbent upon him to explain the motives which had influenced the declaration made by the Japanese Delegates.

He desired to point out, in the first place, that it had never been the intention of the Delegates of Japan to put pressure upon any Delegate in order to influence him in the expression of his opinion. Their objection to the employment of the *ad referendum* reservation was based on grounds which they believed to be reasonable

and correct, the principal reason being that the frequent use of this reservation was a dilatory proceeding, which would retard the final decisions of the Conference.

In this connection, the Japanese Delegates thought it necessary to remind the Conference of the exceptional circumstances under which this Conference was being held. The original Treaties between Japan and Foreign Powers had been concluded independently with each of the Powers concerned. In this Conference, however, Japan found herself negotiating single handed with all the Treaty Powers collectively. As a natural result of this solidarity on the part of Foreign Powers in regard to treaty revision, the action of any one Power influenced the decision of the whole body, and if that action were of a dilatory nature the entire work of the Conference would be retarded. This fact was brought out very clearly by the history of treaty revision. Although the period for revising the treaties had arrived long before, it was not until 1882 that a Conference met for that purpose. At that Conference the formula of acceptance *ad referendum* was admitted, and, in the opinion of the Japanese Delegates, it was, in a measure, owing to the extensive use of that reservation that the Conference in question failed to accomplish the objects for which it was convened.

The President added that he and the Second Delegate of Japan were most anxious to see this present Conference reach a speedy and satisfactory conclusion, and believing, as they did, that this desire was shared by all the Delegates, they considered it was in the interests of all that diplomatic terms of the nature of that referred to, however justifiable and even necessary they might be in Europe, where instructions could be sent to a Delegate immediately, should be excluded, as far as possible, from employment during the present discussions. They would not, however, insist upon this point, but would leave it to the good feeling and sense of fairness of each Delegate.

Mr. Sienkiewicz asked permission to clear up a matter which was directly connected with the regulation of questions of competency, and which seemed to him to have been left undecided; he referred to the manner in which conflicts of jurisdiction were to be settled. The Delegate of France had had the honor to

ce point un amendement; l'honorable second Délégué d'Allemagne en avait proposé un autre, et des discussions assez étendues s'en étaient suivies: mais ces discussions sont restées sans conclusion finale. L'orateur croit se souvenir, cependant, que la Conférence avait manifesté l'intention de laisser à l'action diplomatique le soin de régler les conflits qui viendraient à se produire, et lui-même avait, pour sa part, acquiescé à cette combinaison. Mais aucune décision formelle n'est intervenue, et il serait peut-être utile, pour prévenir toute incertitude, que la Conférence fit clairement connaître si c'est bien à ce dernier système-qu'elle a entendu s'arrêter.

M. Schévitch déclare que ce point n'est pas douteux pour lui. Il rappelle, d'ailleurs, qu'il a eu soin, en émettant, dans la séance du 8 janvier, son vote sur les stipulations de l'annexe à l'Article VI, d'ajouter "qu'il devait être bien entendu que si, dans l'application pratique des articles en question, il se produisait des difficultés ou des inconvénients, un arrangement ultérieur, dans chaque cas donné, serait réservé à une entente par la voie diplomatique."

M. de Martino, en réponse aux observations du Délégué de France, remarque que le seul fait qu'aucune stipulation pour le règlement des conflits de juridiction n'a été votée par la Conférence indique clairement qu'il faudra recourir à l'intervention diplomatique. La simple mention de ce point au protocole sera donc suffisante.

Le Délégué d'Italie demande la permission d'adresser au premier Délégué du Japon, avant que la Conférence ne passe à l'ordre du jour, la question suivante:

"Le Gouvernement royal d'Italie, se référant à l'Article II (nouveau IV) du projet de Convention juridictionnelle, vient de m'écrire qu'il est d'avis que, parmi les dispositions législatives que promulguera le Gouvernement impérial du Japon, devraient figurer des règles concernant l'exécution au Japon des commissions rogatoires et des sentences émanant des autorités étrangères.

"Je prie Son Excellence le Comte Inouyé de vouloir bien me faire connaître le système par lequel il croit qu'il lui sera possible de donner suite à l'avis exprimé par le Gouver-

propose an amendment in regard to this point; the honorable Second Delegate of Germany had proposed another, and a somewhat lengthy discussion had ensued, which had, nevertheless, reached no final conclusion. He had an idea, however, that the Conference had evinced a disposition to leave the task of settling conflicts which might arise to diplomatic action, and he himself had, for his part, agreed to this arrangement. No formal decision, however, had been taken, and it might perhaps be useful, in order to obviate all doubt if the Conference were to make it clearly known whether it had to decide upon this system.

Mr. Schévitch declared that, for his part, the point seemed to him quite clear. He drew attention to the fact, moreover, that he had been careful in giving his vote at the meeting of the 8th January upon the stipulations of the annex to Article VI to add that it ought to be clearly understood that "if any difficulties or inconveniences occurred in the practical application of the Articles in question, the arrangement to be effected in each case as it arose would be reserved for settlement by diplomatic intervention."

Mr. de Martino observed, in reply to the observations of the Delegate of France, that the fact that no express stipulation for the settlement of conflicts of jurisdiction had been established by the Conference made it clear that recourse must be had to diplomatic intervention. The simple record of this point in the Protocol would, therefore, be sufficient.

The Delegate of Italy asked leave to address to the First Delegate of Japan, before the Conference passed to the order of the day, the following questions:

"The Royal Government of Italy, referring to Article II (now IV.) of the Draft Jurisdictional Convention, has informed me by letter that it is of opinion that the legislative stipulations which will be promulgated by the Imperial Government of Japan ought to include regulations for the execution in Japan of 'commissions rogatoires' and sentences issued by foreign authorities. I beg to request His Excellency Count Inouye to be so good as to inform me in what manner he thinks he will be able to give effect to the views of the Italian Government."

"nément italien."

Le Président répond à M. de Martino: "Je reconnais toute la valeur de l'avis que l'honorable Délégué d'Italie vient de m'exprimer au nom du Gouvernement italien. J'ai l'honneur d'informer, à ce sujet, l'honorable Délégué que le Code de Procédure civile japonais contiendra des dispositions spéciales pour l'exécution des commissions rogatoires et des sentences émanant des autorités étrangères."

M. de Martino remercie le Comte Inouyé de sa déclaration, dont il prend acte au nom de son Gouvernement.

Le Président propose que la Conférence passe à la discussion de l'Article V du projet anglo-allemand.

Sir Francis Plunkett demande la permission de faire une suggestion qui, il l'espère, recevra de ses honorables Collègues un accueil favorable.

Avant d'entreprendre la discussion de l'Article V, il serait avantageux, à son sens, que la Conférence sût si le Gouvernement japonais désire apporter des modifications aux termes de cette partie du projet anglo-allemand, en vue de la mettre en plus complète harmonie avec la nouvelle organisation judiciaire dont le projet a été récemment communiqué aux Délégués étrangers par Son Excellence le Comte Inouyé.

Le projet en question est très-complet et a été préparé avec un soin extrême par un comité spécial composé en partie de japonais et en partie d'employés étrangers du Gouvernement japonais. Etant donné que c'est là une œuvre de haute valeur et de grande importance, qui doit servir de fondement aux futures institutions judiciaires de l'Empire en ce qui concerne les étrangers eux-mêmes, l'orateur désirerait savoir comment les Délégués du Japon comptent concilier les divergences qui existent à certains égards entre les deux projets. Ce travail de conciliation n'offrira probablement pas de grandes difficultés; mais ce serait peut-être simplifier les choses si, avant d'entreprendre la discussion, les honorables Délégués du Japon voulaient bien suggérer le moyen d'accorder les différences que présentent entre eux l'Article V de la proposition anglo-allemande sous sa forme actuelle, et le projet d'organisation des tribunaux de l'Empire japonais.

Il est une autre suggestion encore que voudrait

The President replied. "I fully recognize the value of the opinion which the honorable Delegate of Italy has just expressed in the name of his Government. I have the honor to inform him that the Japanese Code of Civil Procedure will contain special provisions for the execution of 'commissions rogatoires' and sentences issued by foreign authorities."

The Delegate of Italy thanked His Excellency Count Inouye for this declaration, and took note of it in the name of his Government.

The President proposed that the Conference should proceed with the discussion of Article V of the Anglo-German Project.

Sir Francis Plunkett said that he wished to make a suggestion which, he hoped, would meet with the support of his honorable Colleagues.

Before commencing discussion on Article V, it would be advantageous, he thought, if the Conference could know whether the Japanese Government desired to introduce any modifications into the wording of this portion of the Anglo-German Draft, so as to make it agree more closely with the provisions of the new Constitution of the Law Courts lately communicated to the Foreign Delegates by His Excellency Count Inouye.

The constitution in question was very elaborate, and had been prepared with much care by a special committee composed partly of Japanese and partly of foreign employés of the Japanese Government. In view of the fact that it was a work of much value and importance, forming, as it would, the ground work of the future jurisdictional arrangements of this Empire, also, in the case of foreigners, he wished to know how the Delegates of Japan proposed to reconcile the differences which existed in some respects between the two drafts. Probably there would be no great difficulty in reconciling the two arrangements, but he thought that it would facilitate matters if, before entering on the discussion, the honorable Delegates of Japan would kindly inform the Conference how they would suggest reconciling the discrepancies which existed between Article V of the Anglo-German proposal, as it now stood, and the Draft Constitution of the Imperial Japanese Courts.

There was one more suggestion which Sir

faire Sir Francis Plunkett, et qui consisterait en ceci.—La Conférence est enfin parvenue à un point important dans la marche de ses délibérations; divers amendements et propositions relatifs aux différentes questions qui se sont présentées et qu'on a eu à régler, ont été à plusieurs reprises adoptés, et il serait bon peut-être que la Conférence pût se reporter en arrière et se rendre compte d'un coup-d'œil des progrès accomplis. L'orateur se permettra donc d'émettre l'avis qu'il soit rédigé une compilation imprimée de tous les points des propositions actuelles relatives à la juridiction qui ont été votés par la Conférence. Cette compilation comprendrait les articles de la Convention depuis le n° I jusqu'au n° VI, les Stipulations annexées à ce dernier article acceptées jusqu'ici, l'amendement du Délégué de Russie à l'article présentement à l'ordre du jour, et les deux articles (portant les n° 1 et 2 du projet original) des Stipulations anglaises, qui ont été réservés pour faire l'objet d'une discussion ultérieure, et pour être insérés comme article séparé dans la Convention.

M. Aoki est reconnaissant à l'honorable premier Délégué de la Grande-Bretagne d'avoir signalé l'intérêt qu'il y aurait à ce que la Conférence connût si le Gouvernement japonais désire apporter des modifications aux termes de cette partie du projet anglo-allemand, de manière à la mettre en plus complète harmonie avec les dispositions du nouveau projet d'organisation judiciaire.

Le second Délégué du Japon fera connaître, au nom du Comte Inouyé et en son nom personnel, que les changements introduits dans l'organisation judiciaire rendront naturellement nécessaires des modifications correspondantes dans la rédaction actuelle de l'Article V du projet anglo-allemand, et que les Délégués japonais devront, par suite, présenter certains amendements. Toutefois, avant de soumettre ces amendements à la considération de la Conférence, le premier Délégué du Japon et l'orateur lui-même désireraient apprendre quelles sont les vues des Délégués étrangers, et c'est dans ce but que le texte du nouveau projet d'organisation judiciaire leur a été récemment communiqué par le Gouvernement japonais.

M. Schévitch demande si la discussion est ouverte sur l'Article V.

Sur la réponse affirmative du Président, le

Francis Plunkett wished to make. It was this. The Conference had at last reached an important turning point in its discussions; various propositions and amendments relating to the different questions which had presented themselves for settlement had at different times been accepted; and it was desirable, he thought, that the Conference should be able to refer back and ascertain at a glance what progress had been made. He begged, therefore, to suggest that a printed compilation should be made of all the points of the present jurisdictional proposals which had so far been passed by the Conference. This compilation should comprise Articles I to VI of the Convention, the stipulations annexed to the latter article so far as accepted,—the amendment of the Delegate of Russia to the Article they were now considering, and the two Articles (1 and 2 of the original Draft) of the English Stipulations which had been reserved for discussion later on, and for insertion as a separate Article of the Convention.

Mr. Aoki said that he was obliged to the honorable First Delegate of Great Britain for suggesting the desirability of the Conference being informed whether the Japanese Government wished to introduce any modifications into the wording of this portion of the Anglo-German Draft, so as to make it agree more closely with the provisions of the new Constitution of the Law Courts.

The Second Delegate of Japan desired to state, on behalf of Count Inouye and himself, that the changes which had been made in the Constitution of the Law Courts would naturally render necessary corresponding modifications in the present wording of Article V of the Anglo-German Project, and the Japanese Delegates would accordingly have to propose certain amendments. Before bringing these amendments to the notice of the Conference, however, the First Delegate of Japan and himself were anxious to learn the opinion of the Foreign Delegates, and it was with this view that the new Constitution of the Law Courts had been lately communicated to them by the Japanese Government.

Mr. Schévitch begged to know if the discussion on Article V was in order.

The President having replied in the affirma-

Délégué de Russie dit qu'il prendra la liberté de proposer à cet article quelques légères modifications qui lui paraissent désirables.

Il lui semble, en premier lieu, que, dans la phrase du premier alinéa de l'article: ".....et à l'égard des actes délictueux, dont lesdits sujets pourront être accusés.....", le terme "actes délictueux" n'est pas suffisamment clair. Il serait d'avis de préciser davantage en mettant: "actes criminels ou délictueux."

Dans la phrase du paragraphe a: "Les sujetsjouiront du privilège de faire porter devant les tribunaux de seconde instance tous procès civils où ils figureront," le mot "figureront" pourrait prêter à l'équivoque, car on serait autorisé à croire que la disposition s'applique également aux procès où les étrangers figureront simplement comme témoins. Pour éviter tout malentendu à cet égard, il serait peut-être utile d'ajouter: "figureront comme parties."

Relativement à la question de savoir devant quels tribunaux seront portés les procès civils des étrangers, le projet dit que ces procès seront portés "directement devant les tribunaux de seconde instance."—L'idée est ici très-claire: on a voulu dire que les procès des étrangers devront être soumis à une juridiction exercée exclusivement par des juges appartenant aux tribunaux de seconde instance; mais l'expression ne paraît pas logique à l'orateur. Il propose donc de substituer aux mots "devant les tribunaux de seconde instance," les mots "devant des tribunaux composés exclusivement de membres de la Cour d'Appel."

M. Sienkiewicz fait observer que la question de la nationalité des juges étrangers, bien qu'elle soit implicitement posée par l'Article V, viendra plus naturellement en discussion lorsqu'on abordera l'examen de l'Article VI. En ce qui concerne l'Article V, la Conférence aurait tout avantage, à son sens, à s'occuper d'abord de déterminer entre quelles classes de tribunaux seront répartis les juges étrangers; il serait non moins nécessaire, pour que l'on pût étudier utilement les diverses questions auxquelles se réfèrent les premiers paragraphes du même article, que l'on sût exactement les localités où seront établis des tribunaux où des juges étrangers

active, the Delegate of Russia said that he would venture to propose a few slight alterations which appeared to him to be desirable in that Article.

It seemed to him, in the first place, that in the phrase "à l'égard des actes délictueux dont lesdits sujets pourront être accusés," the term "actes délictueux" was not sufficiently clear. He was in favor of defining the matter more clearly by substituting the words "actes criminels ou délictueux."

Again, in the sentence of paragraph a) which read as follows: "Les sujetsjouiront du privilège de faire porter devant les tribunaux de seconde instance tous procès civils où ils figureront," the word "figureront" might lead to misunderstanding, for it justified the inference that this provision applied equally to suits in which foreigners would figure only as witnesses. In order to prevent all misunderstanding on this point, it might perhaps be advisable to add the words "would figure as parties."

With regard to the question in what courts civil suits in which foreigners were concerned would be brought, the Anglo-German Draft said that those suits were to be brought at once before the Courts of Second Instance. The idea, here was very clear; the intention was to say that suits in which foreigners were concerned must be submitted to a jurisdiction exercised exclusively by judges belonging to the Courts of Second Instance, but the expression he thought was not logical. He would propose therefore to substitute for the words "before the Courts of Second Instance" the words "before Courts composed exclusively of members of the Court of Appeal."

Mr. Sienkiewicz observed that the question of the nationality of the foreign judges, although it was tacitly implied in Article V would come on more naturally for discussion when Article VI was reached. With regard to Article V, it was very desirable, he thought, that the Conference should determine, in the first place, in what classes of courts foreign judges were to be distributed; and it was no less necessary, in order that the various questions to which the first paragraph of that Article related might be satisfactorily studied, that the exact localities where courts in which foreign judges would sit side by side with

siègeront à côté de juges japonais. Sur ce dernier point, c'est au Gouvernement japonais à faire connaître ses intentions.

Sir Francis Plunkett regrette de ne pouvoir partager entièrement les vues exprimées par l'honorable second Délégué du Japon en ce qui concerne la manière de procéder que doit adopter la Conférence à l'égard de l'Article V.—M. Aoki est d'avis qu'il vaut mieux que les Délégués japonais réservent leurs propositions tendant à apporter à l'Article V les modifications nécessaires pour mettre cet article en harmonie avec la nouvelle organisation judiciaire, jusqu'au moment où ils auront obtenu connaissance des opinions des Délégués étrangers sur ce sujet. Sir Francis Plunkett, au contraire, pense que ce système aurait pour conséquence de renverser l'ordre naturel de la procédure dans l'examen de cette question. Les Délégués étrangers seraient mieux en mesure de discuter les diverses propositions qui pourront se faire jour, comme, par exemple, celle qui vient d'être présentée par l'honorable Délégué de Russie, s'ils connaissaient à l'avance les vues du Gouvernement japonais. L'orateur juge qu'il serait à désirer, dans l'intérêt de tout le monde, que l'initiative émanât des Délégués japonais: il signalera donc l'avantage qu'il y aurait, à son avis, à ce que ceux-ci présentent prochainement à la Conférence un exposé sommaire des modifications souhaitées par le Gouvernement japonais. Ces modifications ne sauraient être, suppose-t-il, bien considérables, et l'exposé qui en serait fourni servirait de base de discussion pour la prochaine séance.

M. Neyt dit qu'il avait l'intention de présenter des amendements au paragraphe préliminaire et aux alinéa a, b et c de l'Article V; mais, après avoir entendu les observations que vient de faire l'honorable premier Délégué de la Grande-Bretagne, observations auxquelles il se rallie complètement, il remettra à plus tard ses propositions.

M. Schévitch partage la manière de voir de son honorable collègue le Délégué de Belgique. Il retire, en conséquence, les propositions qu'il avait faites précédemment relativement à la rédaction des premiers paragraphes de l'Article V, et il se réserve de les représenter ultérieurement, s'il y a lieu.

M. von Holleben dit qu'il est entièrement d'accord avec son honorable collègue le premier

Japanese judges would be established should be known. It was for the Japanese Government to make known its intentions on this latter point.

Sir Francis Plunkett regretted that he was unable to agree entirely with the views expressed by the honorable Second Delegate of Japan as to the mode of procedure which the Conference should adopt in dealing with Article V. Mr. Aoki thought it was best for the Japanese Delegates to reserve their proposals for the modification of Article V, which would be necessary in order to make it agree with the new Constitution of the Law Courts, until they had been made acquainted with the opinions of the Foreign Delegates on this subject. Sir Francis Plunkett, on the contrary, believed that such a plan of procedure would be to reverse the natural order of dealing with the question. The Foreign Delegates would be in a better position to discuss the various propositions which might be brought forward, such, for instance, as that which had just been submitted by the honorable Delegate of Russia, if they knew beforehand the views of the Japanese Government. He considered it desirable, in the interests of all concerned, that the initiative in this matter should come from the Japanese Delegates; he would therefore suggest the advisability of their presenting at an early date to the Conference a sketch of the modifications desired by the Japanese Government. These would, he presumed, not be very extensive, and this sketch could serve as the basis of discussion at the next meeting.

Mr. Neyt said that he had intended to present some amendments to the opening paragraph and to sub-heads a.), b.), and c.) of Article V, but he would, since listening to the observations which had just been made by the honorable First Delegate of Great Britain, and in which he entirely concurred, postpone his propositions until later.

Mr. Shévitch shared the views of his honorable Colleague the Delegate of Belgium. He consequently withdrew the propositions relating to the wording of the first paragraph of Article V which he had previously made, and reserved the right of reintroducing them, if it were necessary, later on.

Mr. von Holleben said that he agreed entirely with his honorable Colleague the First Delegate

Délégué de Grande-Bretagne pour reconnaître l'avantage qu'il y aurait à ce que les honorables Délégués japonais communiquassent à la Conférence leurs propositions tendant à modifier l'Article V. Il prendra, toutefois, la liberté de rappeler à Sir Francis Plunkett que les Délégués du Japon ont, ainsi qu'il est rapporté au protocole n° 6, accepté le projet anglo-allemand tel quel, et que, dès lors, ils n'ont le droit d'y proposer aucun amendement. De même que l'on a dit qu'à la séance du 15 juin le projet de Convention tout entier a disparu, on pourrait dire aussi qu'à la même séance les Délégués japonais ont abdiqué leur droit de voter comme membres de la Conférence. Evidemment personne ne songerait à interpréter strictement cet acte de renonciation; mais l'orateur comprend sans peine que les Délégués japonais ne soient pas très-disposés à présenter leurs amendements, à moins d'y être expressément invités.

Sir Francis Plunkett répond que si c'est là la seule difficulté, il n'a pas d'objection à inviter les Délégués japonais à exposer leurs suggestions à la Conférence.

Le Président déclare que si la Conférence entend inviter les Délégués japonais à lui soumettre les amendements qu'ils voudraient voir apporter à l'Article V, il se rendra avec plaisir à cette invitation, et communiquera à la Conférence un projet de propositions à la prochaine séance.

Le Président ajoute qu'il partage entièrement l'avis émis par le premier Délégué de Grande-Bretagne tendant à ce qu'il soit préparé une compilation imprimée de tous les articles du projet anglo-allemand ainsi que des propositions y relatives, qui ont été acceptés par la Conférence.—Il donnera à cet effet les instructions nécessaires au Secrétariat.

Le Président propose alors que la Conférence s'ajourne au lundi 24 janvier, à 2 heures de l'après-midi.⁽¹⁾

Cette proposition est adoptée, et la séance est levée à 5 heures.

⁽¹⁾ Cette date a été ultérieurement reportée au mardi 25. (Note du Secrétariat.)

of Great Britain that it would be convenient if the honorable Japanese Delegates would communicate to the Conference their propositions for the modification of Article V. But he begged to remind Sir Francis Plunkett that the Japanese Delegates had, as was recorded in Protocol No. 6, accepted the Anglo-German Project as it stood, and that they were therefore not entitled to lay any amendment before the Conference. As well as it had been said that at the meeting of the 15th of June the whole Draft Convention had disappeared, it could be said that, at the same meeting, the Japanese Delegates had abdicated as voting members of the Conference. Of course nobody would be inclined to interpret that act of renunciation strictly, but he could very well understand that the Japanese Delegates were not very anxious to bring their amendments before the Conference, unless they were expressly invited to do so.

Sir Francis Plunkett said that if that were the only difficulty, he had no objection to inviting the Japanese Delegates to lay their suggestions before the Conference.

The President stated that if the Conference desired to invite the Japanese Delegates to present for its consideration the amendments which they wished to introduce into Article V, he should have much pleasure in accepting the invitation, and he would communicate a draft of propositions at the next meeting of the Conference.

The President added that he fully concurred in the suggestion which had been made by the First Delegate of Great Britain, that a printed compilation should be made of all the Articles of the Anglo-German Draft and the propositions relating to the same which had been accepted by the Conference, and said that he would give the necessary instructions to the Secretariat.

The President then proposed that the Conference should adjourn until Monday the 24th of January at 2 o'clock in the afternoon.⁽¹⁾

This proposition was accepted, and the meeting terminated at 5 o'clock in the afternoon.

⁽¹⁾ This date was subsequently postponed to Tuesday the 25th. (Note by the Secretariat.)

Signé:

SIENKIEWICZ.
R. DE MARTINO.
G. NEYT.
HOLLEBEN.
ZAPPE.
D. SCHÉVITCH.
J. DELAVAT.

Signed:

INOUE KAORU.
SIUZO AOKI.
ZALUSKI.
F. R. PLUNKETT.
NICHOLAS J. HANNEN.
RICHARD B. HUBBARD.
J. J. VAN DER POT.
R. W. IRWIN.
J. LOUREIRO.

Certifié conforme à l'original: Certified to be a correct copy:

BARON DE SIEBOLD.
D. W. STEVENS.
TSUDZUKI KEIROKU.
JOHN. H. GUBBINS.
P. DE LUCY-FOSSARIEU.

PROTCOLE N^o 18.

SÉANCE DU 25 JANVIER 1887.

La Conférence s'est réunie à deux heures de l'après-midi, sous la présidence de M. Aoki.

Étaient présents:

- Pour le Japon:
M. Aoki;
- Pour la France:
M. Sienkiewicz;
- Pour l'Autriche-Hongrie:
Le Comte Charles Zaluski;
- Pour la Grande-Bretagne:
Sir Francis R. Plunkett et M. Hannen;
- Pour l'Italie:
M. de Martino;
- Pour la Belgique:
M. Neyt;
- Pour les États-Unis d'Amérique:
M. Hubbard;
- Pour l'Allemagne:
M. von Holleben et M. Zappe;
- Pour la Russie:
M. Schévitch;
- Pour les Pays-Bas, pour la Suède et Norvège et pour le Danemark:
M. van der Pot;
- Pour l'Espagne:
M. Delavat;
- Pour Hawaii:
Mr Irwin;
- Pour le Portugal:
M. Loureiro;
- Pour la Confédération suisse:
M. von Holleben.

M. Aoki annonce que Son Excellence le Comte Inoué se trouve empêché d'assister à la séance, ayant dû accompagner Sa Majesté l'Empereur à Yokohama, et qu'il lui a, en conséquence, confié le soin de le représenter à la présente séance.

PROTOCOL N^o 18.

MEETING OF THE 25TH JANUARY, 1887.

The Conference met at 2 o'clock in the afternoon under the presidency of Mr. Aoki.

There were present:

- For Japan:
Mr. Aoki;
- For France:
Mr. Sienkiewicz;
- For Austria-Hungary:
Count Charles Zaluski;
- For Great Britain:
Sir Francis R. Plunkett and Mr. Hannen;
- For Italy:
Mr. de Martino;
- For Belgium:
Mr. Neyt;
- For the United States of America:
Mr. Hubbard;
- For Germany:
Mr. von Holleben and Mr. Zappe;
- For Russia:
Mr. Schévitch;
- For the Netherlands, for Sweden and Norway, and for Denmark:
Mr. van der Pot;
- For Spain:
Mr. Delavat;
- For Hawaii:
Mr. Irwin;
- For Portugal:
Mr. Loureiro;
- For the Swiss Confederation:
Mr. von Holleben;

Mr. Aoki announced that His Excellency Count Inoué was unable to attend the Conference, owing to the fact that he was in attendance upon His Majesty the Emperor at Yokohama. He had, therefore, entrusted Mr. Aoki with the duty of representing him at the present meeting.